

§ 2. Les montants dont la justification est insuffisante seront recouverts à l'intervention de l'ONEm, après réception d'un ordre de recouvrement par l'administration.

§ 3. Ces montants recouverts seront mis en réserve sur le budget de l'ONEm pour le financement de l'année suivante.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 4. Notre Ministre, en charge de l'Economie sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
des Pensions et des Grandes Villes, en charge de l'Economie sociale,
Mme M. ARENA

§ 2. De bedragen die niet voldoende verantwoord zijn, zullen via de RVA worden teruggevorderd, na ontvangst van een terugvorderingsopdracht door de administratie.

§ 3. Deze teruggevorderde bedragen zullen gereserveerd worden op de begroting van de RVA voor de financiering van het volgende jaar.

HOOFDSTUK IV. — *Eindbepalingen*

Art. 4. Onze Minister voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Pensioenen en Grote Steden, bevoegd voor Sociale Economie,
Mevr. M. ARENA

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2009 — 123

[C — 2009/11013]

30 AOUT 2008. — Arrêté royal fixant les règles de répartition, d'affectation et de contrôle des moyens financiers pour l'année 2006 dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone au sujet de l'économie plurielle

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, *litera u*, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004;

Vu la loi du 20 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2006;

Vu la loi du 10 mai 2006, portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle signé à Bruxelles, le 30 mai 2005;

Vu la loi du 28 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007;

Vu la loi du 1^{er} juin 2008 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2008;

Vu la loi du 24 juillet 2008, portant approbation de l'avenant du 28 décembre 2006 à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mai 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, adjoint au Premier Ministre, donné le 24 juillet 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la procédure de paiement des moyens financiers, dans le cadre de l'accord de coopération relatif à l'économie plurielle, pour les années 2006 et 2007, a pris beaucoup de retard, suite à une longue période d'affaires courantes du gouvernement en 2007, que les moyens financiers pour 2006 doivent être libérés aussi vite que possible aux Régions et à la Communauté germanophone étant donné cet arriéré et que les engagements que les Régions et la Communauté germanophone ont déjà pris, que, afin d'assurer ce paiement rapidement, le présent arrêté doit être pris urgentement;

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2009 — 123

[C — 2009/11013]

30 AUGUSTUS 2008. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de regels voor de verdeling en de toewijzing van de financiële middelen en voor de controle daarop voor het jaar 2006 in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, *litera u*, toegevoegd door de programmawet van 27 december 2004;

Gelet op de wet van 20 december 2005 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2006;

Gelet op de wet van 10 mei 2006 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, ondertekend te Brussel, op 30 mei 2005;

Gelet op de wet van 28 december 2006 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2007;

Gelet op de wet van 1 juni 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2008;

Gelet op de wet van 24 juli 2008 houdende instemming met de avenant van 28 december 2006 aan het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 mei 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de Eerste Minister, gegeven op 24 juli 2008;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de procedure voor de uitbetaling van de financiële middelen in het kader van het samenwerkingsakkoord meerwaarden-economie voor de jaren 2006 en 2007 veel vertraging heeft opgelopen door de langdurige periode van lopende regeringszaken in 2007, dat de financiële middelen voor 2006 zo vlug mogelijk aan de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap moeten worden uitbetaald gelet op deze achterstand en de engagementen die de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap reeds genomen hebben, dat om deze uitbetaling te verzekeren, onderhavig besluit dringend moet worden genomen;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes Villes, en charge de l'Economie sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° l'accord de coopération : l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, signé à Bruxelles, le 30 mai 2005 et approuvé par la loi du 10 mai 2006;

2° le Ministre : le Ministre fédéral qui est compétent en matière d'Economie sociale;

3° le comité de concertation : le comité de concertation interministériel économie sociale, tel qu'il est institué par l'article 5 de l'accord de coopération précité;

4° l'administration : la cellule économie sociale, adjointe au Service public fédéral de Programmation Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie sociale;

5° l'autorité concernée : chaque région ou la Communauté germanophone.

CHAPITRE II. — *Affectation et répartition des moyens financiers*

Art. 2. § 1^{er}. Sur le budget de l'ONem pour l'année 2008, un crédit de 15.343.756,00 EUR est inscrit pour le cofinancement des efforts communs à livrer en 2006 avec les autorités concernées.

§ 2. La répartition est la suivante :

55,7 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande à verser sur le compte financier du Ministère de la Région flamande;

33 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne à verser sur le compte financier du Ministère de la Région wallonne;

10 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale à verser sur le compte financier du Ministère de la Région Bruxelles-Capitale;

1,3 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone à verser sur le compte financier de la Communauté germanophone.

§ 3. L'intervention prendra la forme d'un versement unique aux autorités concernées sur la base d'une convention séparée conclue entre le Ministre et l'autorité concernée et après la présentation d'un rapport d'évaluation et d'un aperçu des moyens engagés durant l'année budgétaire 2006. La convention règle les modalités et l'affectation des montants et décrit les efforts communs des autorités fédérales et régionales ou de la Communauté germanophone. Le rapport d'évaluation présente de manière succincte les actions qui ont été réalisées durant l'année 2006 et constitue ainsi une explication de l'aperçu des moyens engagés.

§ 4. Après réception d'un ordre de paiement de la part de l'administration, l'ONem procédera au versement unique visé au § 3.

CHAPITRE III. — *Contrôle de l'utilisation des moyens financiers*

Art. 3. § 1^{er}. L'autorité concernée s'engage à transmettre un rapport annuel au Comité de concertation. Lors de ce premier contrôle, il sera vérifié si l'autorité concernée a engagé les moyens conformément à la convention signée entre les parties.

Le rapport présente de manière circonstanciée, pour chaque initiative, les réalisations effectuées, le degré d'accomplissement des objectifs fixés et les résultats concrets obtenus par la mise en œuvre de l'initiative. Le rapport présente également l'évolution des objectifs fixés en matière de création d'emploi.

Le rapport doit explicitement démontrer que les moyens financiers ont été engagés conformément à la convention conclue entre les parties. Seuls les engagements relatifs à la période comprise entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2006 seront pris en considération.

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Pensioenen en Grote Steden, bevoegd voor Sociale Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° het samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, ondertekend te Brussel, op 30 mei 2005, en goedgekeurd door de wet van 10 mei 2006;

2° de Minister : de federale Minister bevoegd voor Sociale Economie;

3° het overlegcomité : het interministerieel overlegcomité sociale economie zoals opgericht bij artikel 5 van het voormeld samenwerkingsakkoord;

4° de administratie : de cel sociale economie toegevoegd aan de Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie;

5° de betrokken overheid : elk Gewest of de Duitstalige Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Toewijzing en verdeling van de financiële middelen*

Art. 2. § 1. In de begroting van de RVA voor het jaar 2008 wordt een krediet van 15.343.756,00 EUR ingeschreven voor de cofinanciering van gezamenlijke inspanningen die moeten geleverd worden met de betrokken overheden in het jaar 2006.

§ 2. Dit bedrag wordt als volgt verdeeld :

55,7 % van deze federale middelen worden ter beschikking gesteld voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaams Gewest en moeten gestort worden op de financiële rekening van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

33 % van deze federale middelen worden ter beschikking gesteld voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest en moeten gestort worden op de financiële rekening van het Ministerie van het Waalse Gewest;

10 % van deze federale middelen worden ter beschikking gesteld voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en moeten gestort worden op de financiële rekening van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

1,3 % van deze federale middelen worden ter beschikking gesteld voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap en moeten gestort worden op de financiële rekening van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. De tegemoetkoming zal bestaan in een eenmalige storting aan de betrokken overheden, op basis van een afzonderlijke overeenkomst gesloten tussen de Minister en de betrokken overheid en na voorlegging van een evaluatierapport en een overzicht van de ingezette middelen tijdens het begrotingsjaar 2006. In die overeenkomst worden de modaliteiten en de toewijzing van de bedragen geregeld en worden de gezamenlijke inspanningen van de federale en gewestelijke overheden of de Duitstalige Gemeenschap omschreven. Het evaluatierapport stelt kort de acties voor die tijdens het jaar 2006 gerealiseerd werden en vormt zo een verklaring voor het overzicht van de ingezette middelen.

§ 4. Na ontvangst van een betaalopdracht vanwege de administratie zal de RVA overgaan tot de in § 3 bedoelde eenmalige storting.

HOOFDSTUK III. — *Toezicht op het gebruik van de financiële middelen*

Art. 3. § 1. De betrokken overheid verbindt zich ertoe een jaarverslag in te dienen bij het overlegcomité. Bij deze eerste controle gaat men na of de middelen door de betrokken overheid in overeenstemming met de overeenkomst die tussen de partijen werd gesloten, werden vastgelegd.

Het verslag moet op een omstandige manier voor elk initiatief de tot stand gebrachte realisaties toelichten alsook de graad waarin de vastgelegde doelstellingen werden bereikt en de resultaten die dankzij de uitwerking van het initiatief werden behaald. Het verslag geeft eveneens de evolutie weer met betrekking tot de doelstellingen inzake tewerkstellingscreatie.

Het verslag moet uitdrukkelijk aantonen dat de financiële middelen werden vastgelegd in overeenstemming met de overeenkomst die tussen de partijen werd gesloten. Enkel die vastleggingen die betrekking hebben op de periode tussen 1 januari 2006 en 31 december 2006 zullen in rekening worden gebracht.

§ 2. Les montants dont la justification est insuffisante seront recouverts à l'intervention de l'ONEm, après réception d'un ordre de recouvrement par l'administration.

§ 3. Ces montants recouverts seront mis en réserve sur le budget de l'ONEm pour le financement de l'année suivante.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 4. Notre Ministre de l'Intégration sociale, en charge de l'Economie sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
des Pensions et des Grandes Villes, en charge de l'Economie sociale,
Mme M. ARENA

§ 2. De bedragen die niet voldoende verantwoord zijn, zullen via de RVA worden teruggevorderd, na ontvangst van een terugvorderingsopdracht door de administratie.

§ 3. Deze teruggevorderde bedragen zullen gereserveerd worden op de begroting van de RVA voor de financiering van het volgende jaar.

HOOFDSTUK IV. — *Eindbepalingen*

Art. 4. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Pensioenen en Grote Steden, bevoegd voor Sociale Economie,
Mevr. M. ARENA

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

F. 2009 — 124

[C — 2009/21001]

5 JANVIER 2009. — Arrêté ministériel fixant le modèle de la fiche de fonction personnelle visée à l'article 35 de l'arrêté royal du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux

La Ministre de la Politique scientifique,

Vu l'arrêté royal du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux, notamment les articles 35 et 38;

Vu l'avis de la Commission interministérielle de la Politique scientifique fédérale, donné le 17 décembre 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. La fiche de fonction personnelle visée à l'article 35 de l'arrêté royal du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux est établie au sein de chaque établissement scientifique fédéral conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 janvier 2009.

Mme S. LARUELLE

PROGRAMMATORISCHE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

N. 2009 — 124

[C — 2009/21001]

5 JANUARI 2009. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van de persoonlijke functiefiche als bedoeld in artikel 35 van het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen, inzonderheid op artikelen 35 en 38;

Gelet op het advies van de Federale interministeriële commissie voor wetenschapsbeleid, gegeven op 17 december 2008,

Besluit :

Artikel 1. De persoonlijke functiefiche als bedoeld in artikel 35 van het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen wordt opgesteld binnen elke federale wetenschappelijke instellingen overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 januari 2009.

Mevr. S. LARUELLE

Annexe

Fiche de fonction

1. Données d'identification

Nom	
Prénom	
Groupe d'activités	Groupe d'activités I : Recherche scientifique et développement expérimental Groupe d'activités II : Service public scientifique
Classe	SW1 SW2 SW3 SW4
Titre	Assistant stagiaire Assistant Premier assistant Chef de travaux Chef de travaux principal
Titre, régime transitoire	Chef de section Chef de département